



# Suivi de la stratégie méditerranéenne pour le développement durable

DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL  
Etude Nationale Algérie, Résumé

en partenariat avec :



Financé avec l'appui du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche  
Document de travail réservé à l'atelier de BARI 2008. Ne pas diffuser

---

**Plan Bleu**  
Centre d'Activités Régionales

Sophia Antipolis  
Mai 2008

Dès son indépendance en 1962, l'Algérie a mis en œuvre des politiques agricoles pour le moins utopiques s'inscrivant dans le contexte d'une idéologie socialiste mais qui ont malheureusement prouvé leur inefficacité et ont largement contribué au déclin de ce secteur.

Vint ensuite une période d'inertie voire de marginalisation de l'agriculture durant les années 90 dix dues aux tensions politico-économiques qu'a subies le pays. Ceci étant, l'Algérie a ratifié la majeure partie des conventions internationales relatives à la protection de l'environnement et au développement durable (Ramsar, lutte contre la désertification, biodiversité, changements climatiques...etc.).

En 2000, un Plan National de Développement Agricole (PNDA) a été mis en œuvre transformé ensuite en Plan National de Développement Agricole Rural (PNDAR) et intégrant ainsi la notion de développement rural. Les objectifs initiaux du PNDA ont été élargis au monde rural à travers la prise en compte des rétablissements des équilibres écologiques et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales. Ces mesures ont été suivies de l'élaboration de la Stratégie Nationale de Développement Rural Durable (SNDRD) qui devait encadrer et cerner toutes les problématiques du monde rural en favorisant un développement rural intégré, équilibré et durable des différents territoires ruraux: territoires dévitalisés, territoires ruraux profonds, territoires agricoles potentiellement compétitifs et territoires agricoles contigus des espaces urbains

L'Algérie souffre cependant de certains handicaps difficiles à surmonter dus d'abord à son climat semi-aride à aride pour la majeure partie du territoire mais aussi à l'explosion démographique qu'elle a connue durant les années 70 (plus de 3%) couplée à un exode rural massif ainsi qu'au grand déséquilibre de la répartition spatiale de la population (près de 90 % de la population sont concentrés sur 12 % du territoire). Ce même déséquilibre qui a obligé les pouvoirs publics à réfléchir à un nouveau Schéma National de l'Aménagement du Territoire à travers des ateliers régionaux dont le but était d'élaborer plusieurs Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire.

La présente étude démontre que malgré la place privilégiée qui a été accordée à l'agriculture et au développement rural ces dernières années en Algérie, ce secteur continu à présenter des dysfonctionnements. Le taux d'emploi en milieu rural était de 15,8% en 2006, alors qu'on l'estimait à plus de 51% en 2006 pour le milieu urbain, contre une moyenne nationale de 37% en 2006. Quant au taux d'occupation en 2006, il ne représentait que 11,3%, contre 37,1% en milieu urbain pour la même année. L'exode rural qui se poursuit dans certaines zones est la preuve de l'incapacité des pouvoirs publics à réduire les inégalités territoriales et socio-économiques. La pauvreté en milieu rural continue d'exister, la dégradation des milieux naturels dans toutes ses formes (désertification, érosion, pollution ...etc.) est une dure réalité qui démontre l'insuffisance des moyens mis à disposition. Ceci s'explique par le retard en matière de décentralisation dont souffre le pays ainsi que l'absence d'un grand nombre de textes d'application des lois relatives à la protection de l'environnement et au développement durable. L'agriculture biologique qui est une voie à ne pas négliger n'évolue pas en Algérie à cause de l'absence de politique claire en la matière et du manque de soutien aux agriculteurs. Le déficit en eau d'irrigation, la faible capacité d'entretien et d'exploitation des ouvrages hydrauliques, la problématique très complexe du foncier sont autant de facteurs œuvrant en la défaveur d'une agriculture viable et d'un développement rural durable. Bien que les données officielles soient plus ou moins optimistes notamment en matière de baisse du chômage et d'augmentation du PIBa, les zones rurales demeurent à la traîne du pays et sont toujours victimes d'une grande inégalité dans la répartition des ressources et de la non implication des ruraux dans le processus décisionnel malgré la notion de gouvernance locale qui constitue l'un des axes forts de la Stratégie Nationale de Développement Rural Durable.